Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 39 (2012)

Heft: 1

Artikel: Interview : "Considérer que l'UE n'est qu'un club d'exportateurs est une grossière erreur"

Autor: Engel, Barbara / Reiterer, Michael

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912985

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Considérer que l'UE n'est qu'un club d'exportateurs est une grossière erreur»

Michael Reiterer a été ambassadeur de l'UE à Berne de janvier 2007 à fin 2011. Il a largement contribué à ce que les discussions entre l'UE et la Suisse soient constructives, même dans les moments difficiles. Un entretien d'adieu.
Par Barbara Engel

«REVUE SUISSE»: *Vous avez été le premier ambassadeur de l'UE à Berne en 2007. Berne était-elle alors la destination de votre choix?*

MICHAEL REITERER: Oui, même dans le système de l'UE, il faut poser sa candidature pour un poste et j'ai posé la mienne pour la Suisse. J'avais déjà vécu en Suisse, deux ans pendant mes études à Genève et deux ans à la représentation autrichienne auprès du GATT. Je retourne à présent à Bruxelles, après neuf ans d'expérience suisse.

Pourquoi étiez-vous intéressé par ce poste d'ambassadeur de l'UE en Suisse?

Ici, je pouvais construire quelque chose de nouveau, c'est ce qui m'a attiré. Avant, il n'y avait pas de représentation de l'UE à Berne. Quand j'ai débuté, je n'avais qu'une maison en location. L'idée de travailler et de vivre ici sur le long terme me séduisait. Je connaissais déjà très bien la Suisse et ses atouts.

Récemment, les relations entre la Suisse et l'UE se sont compliquées, le ton employé n'est parfois pas très aimable. Êtes-vous content de pouvoir quitter Berne maintenant?

Non. À mon avis, la relation ne s'est pas tendue. Les sujets sont toujours un peu les mêmes depuis que les Suisses ont voté contre l'adhésion à l'EEE en 1992. Depuis, nous sommes en perpétuelle quête d'un modus vivendi, qui doit être ajusté de temps à autre en fonction des changements de l'UE.

En quoi l'UE a-t-elle changé?

Elle s'est avant tout agrandie en passant de 12 à 27 États. Le marché intérieur s'est amplifié et complexifié, les conditions générales ont évolué. C'est pourquoi nous devons trouver de nouvelles formes de collaboration entre l'UE et la Suisse.

Selon la Suisse, Bruxelles pose des exigences en partie impossibles à satisfaire, ce qui a entraîné un durcissement des fronts.

Je ne parlerai pas de front car nous ne sommes pas en guerre. Il est clair que la Suisse veut participer au marché intérieur de l'Union européenne. Pour sa part, l'UE doit veiller à ce que les règles en vigueur au sein du marché intérieur soient les mêmes partout. Cela fait actuellement l'objet de discussions avec la Suisse. J'ai bon espoir qu'après les élections du Conseil fédéral et du Parlement en Suisse, nous puissions reprendre ce dialogue de manière un peu plus offensive.

Il existe en Suisse quelques sujets très délicats liés aux peurs relatives à la libre circulation des personnes et à l'UE. Elles se manifestent dans des formules telles que «juges étrangers» et «tourisme social». Vous les comprenez?

Je vais commencer par une anecdote. Un jour, un représentant cantonal m'a dit que le droit de vote des femmes avait été introduit par les juges étrangers de Lausanne. Cela illustre la relativité du concept de «juges étrangers». La Suisse est membre de quelques organisations internationales ayant une juridiction qui leur est propre. En cas de différends commerciaux, la Suisse n'a par exemple aucun problème à se soumettre au tribunal de l'OMC. Il y a aussi des juges suisses à la Cour européenne des Droits de l'homme et c'est même un juge suisse qui représente la Principauté du Liechtenstein au tribunal de l'AELE. Exporter des juges étrangers ne pose apparemment pas de problème. En ce qui concerne le «tourisme social», le secrétariat d'État suisse à l'Économie n'aura de cesse de vous confirmer que les institutions sociales suisses seraient en très mauvais état sans les versements des étrangers. Les peurs sont suscitées parce que l'on utilise des simplifications et des expressions populistes.

L'UE est et reste un projet de paix. Ce qui a son prix.

Quels sujets figurent sur la liste de revendications de l'UE pour des accords bilatéraux avec la Suisse?

L'UE n'a pas de liste de revendications. Mais il y a quelques dossiers qui doivent faire l'objet de négociations, comme le libre-échange agricole. Sur ce point, la Suisse a plutôt tendance à freiner. Il y a aussi des discussions sur le marché intérieur de l'électricité, un secteur où se retrouvent des intérêts communs.

Dans une analyse sur Bruxelles parue dans la «Revue Suisse», on pouvait lire que la Suisse a la réputation de «picorer» à Bruxelles. Est-ce vrai?

J'ai posé cette question récemment à Herman van Rompuy, le président du Conseil européen. Il m'a répondu qu'on ne pouvait sûrement pas parler en ces termes. Il ne fait aucun doute que la Suisse aussi profite de la stabilité politique et de la prospérité économique de l'Europe. C'est aussi ce que perçoit le Gouvernement suisse, tout comme une large majorité de la population. Il est donc important de voir en l'UE un projet dans lequel on s'investit. Lorsqu'il est question de développer l'Europe, par exemple par des élargissements, il est important de participer activement. Il en va des États comme des êtres humains, on communique, on échange des idées, on collabore et si on se refuse à discuter, les autres le perçoivent. C'est aussi le cas des évolutions qui nous attendent.

Quand on parle de l'évolution de l'UE, on dit toujours que c'est un projet pacifique qui s'est transformé en une association économique.

Considérer que l'UE n'est qu'un club d'exportateurs est une grossière erreur. L'évolution ne s'est pas passée ainsi. Il y a d'abord eu la Communauté économique européenne, devenue par la suite l'Union européenne. L'UE suppose une étroite collaboration et intégration, également dans les domaines de la justice, des migrations, de l'asile et de la politique extérieure et de sécurité. Le marché intérieur conserve évidemment son importance et l'une de ses conséquences est l'euro. Cela implique aussi une coordination

Michael Reiterer, ambassadeur de l'UE à Berne, est retourné à Bruxelles à la fin de l'année 2011. Pendant ses cinq années de mandat, il a fait de nombreuses apparitions en public, notamment au congrès des Suisses de l'étranger l'année dernière à Lugano. C'est le diplomate britannique Richard Jones qui lui succède à Berne.

de nos politiques. Mais, il y a aussi le projet politique, qui dit que l'Europe veut et doit se montrer unie.

Comment et où l'UE se montre-t-elle unie?

La situation politique internationale connaît actuellement des changements de taille. De nouveaux acteurs ont fait leur apparition, comme le G-20 et la Chine émergente qui veut retrouver sa place dans le monde. Force est de constater que si les États-Unis sont encore la première puissance militaire, leur puissance économique est en compétition avec l'Europe et l'Asie. Il est aussi question ici d'un combat d'idées. Dans ce contexte, un simple club d'exportateurs ne suffit pas. L'Europe doit s'affirmer avec ses valeurs car elle est avant toute chose une communauté de valeurs.

Quelles sont les valeurs défendues par l'UE?

La démocratie, le respect des Droits de l'homme et l'État de droit sont les valeurs fondamentales sur lesquelles l'UE s'est construite. Ces objectifs jouent aussi un rôle important dans la politique extérieure de l'UE et ses relations avec d'autres pays.

Mais les institutions disponibles pour cela dans l'UE sont fragiles.

Avec le traité de Lisbonne, nous avons renforcé nos institutions. Les nouvelles fonctions de président de l'UE et de haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, occupées à l'heure actuelle par Herman van Rompuy et Catherine Ashton, doivent renforcer l'implication de l'UE dans la politique mondiale et c'est d'ailleurs ce qu'elles font.

L'UE a apporté son soutien à la révolution arabe.

Par exemple?

L'UE a apporté son soutien à la révolution arabe. C'est elle qui est à l'origine de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour la protection de la population civile en Libye et elle a aussi travaillé avec la Ligue arabe pour obtenir son accord. Tout est très politique, ce ne sont pas des actions émanant d'une simple organisation de libre-échange. L'UE s'est même engagée avec succès dans des conflits touchant des régions très éloignées de l'Europe, comme à Aceh en Indonésie. Le Gouvernement indonésien a fait savoir explicitement qu'il voulait que ce soit l'UE qui joue le rôle de médiateur, et non pas un État-nation.

La Chancelière allemande a déclaré récemment que nous aurions besoin d'une nouvelle UE. La crise de l'euro remet-elle vraiment tout en question?

Je ne sais pas ce que Mme Merkel a voulu dire exactement. Mais, évidemment, la lutte contre la crise de la dette montre clairement que tous les pays doivent coordonner leur politique, et en particulier leur politique économique. En outre, les pays ont finalement approuvé le mécanisme de sauvetage, ce qui est totalement nouveau. Il y a deux ans, personne n'aurait pu croire que de telles décisions soient prises.

On reproche souvent à l'Europe d'avoir grandi trop vite. Qu'en pensez-vous?

Cela dépend des priorités fixées. D'un point de vue économique, l'Union européenne a probablement grandi trop vite, la capacité d'absorption a en fait atteint ses limites. Mais, comme je l'ai dit, l'UE est un projet politique. Après 1989, l'objectif premier a été d'assurer la stabilité et la sécurité des États d'Europe de l'Est et centrale libérés du joug du communisme et de leur permettre de se développer démocratiquement. Le droit de créer et de maintenir un espace de démocratie et de liberté a toujours eu sa place au sein de l'Union européenne. Et ça a fonctionné, l'UE est et reste un projet de paix. Ce qui a son prix.

Vous retournez maintenant à Bruxelles. Quelles sont les missions qui vous y attendent?

Après dix ans de service à l'étranger, je réintègre le siège.

Vous n'avez pas l'air très enthousiaste.

Vous aurez du mal à rencontrer un diplomate, quel que soit son pays ou service d'origine, qui retourne plein d'entrain au siège. Mais c'est tout à fait normal. Deux ou trois ans plus tard, on repart à l'étranger.

Y a-t-il encore une destination où vous rêvez d'aller?

J'aimerais bien être encore une fois ambassadeur dans un pays d'Asie.

Photo: ZVG